

BUDGET 2026, PLAN «AMBITION TRANSPORTS», SUPPRESSION DE JOURS FÉRIÉS DONT LE 8 MAI : LA JUSTICE SOCIALE NE PEUT ÊTRE SACRIFIÉE SUR L'AUTEL DE LA RENTABILITÉ

SM/SB-250702
21 juillet 2025

● Sébastien MARIANI
Secrétaire Général

06 86 06 65 39

s.mariani@fgte.cfdt.fr

● Stéphane BOURGEON
Secrétaire Général adjoint

06 83 14 37 00

s.bourgeon@fgte.cfdt.fr

● page 1/2

La FGTE-CFDT partage pleinement le constat de la CFDT : la situation budgétaire du pays est grave et inédite. Des efforts doivent être consentis, mais ces efforts ne peuvent, une fois de plus, reposer uniquement sur les travailleuses et les travailleurs, les précaires, les agents publics ou les salariés des services essentiels comme les transports, ni se faire au détriment des politiques publiques environnementales.

Dans le secteur des transports, les besoins sont criants, les investissements attendus depuis des années. Le plan «Ambition Transports», annoncé récemment, devait marquer un tournant vers une mobilité plus juste, plus verte, plus accessible. Mais ces ambitions sont en fait bridées par une logique purement comptable. Comment garantir des transports du quotidien, sûrs et efficaces, sans prendre en compte les moyens humains nécessaires à leur mise en œuvre, voire en les restreignant ?

Des mesures injustes et déséquilibrées pesant uniquement sur les travailleurs

La suppression de deux jours fériés, parmi lesquels le 8 mai, symbole de la victoire contre le nazisme, est une provocation. Ce choix est un non-sens historique et démocratique. Nos collègues de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) et de la Fédération Européenne des Travailleurs des Transports (ETF) demandent depuis des années que cette date devienne un jour férié européen, en hommage aux luttes pour la paix, la liberté et la démocratie.

Vouloir sacrifier cette journée au nom d'un « sursaut productif » est une vision régressive et méprisante du monde du travail. La démocratie ne se brade pas au nom de la rentabilité.

Une politique d'austérité qui ne dit pas son nom

À cela s'ajoutent :

- La systématisation du non-remplacement d'un fonctionnaire sur trois, qui va lourdement impacter les personnels de terrain et le service rendu aux usagers.
- Une nouvelle réforme du code du travail centrée sur la flexibilisation et non sur l'amélioration des conditions de travail.
- Une énième réforme de l'assurance chômage, alors même que le dernier accord vient à peine d'entrer en vigueur.

Pour les travailleuses et travailleurs des transports et de l'environnement, ces annonces sonnent comme un mépris de plus. Pendant les crises, ils ont continué d'assurer le service. Aujourd'hui, on leur demande de payer la note.

La FGTE-CFDT appelle à des choix justes et tournés vers l'avenir

BUDGET 2026, PLAN «AMBITION TRANSPORTS», SUPPRESSION DE JOURS FÉRIÉS DONT LE 8 MAI : LA JUSTICE SOCIALE NE PEUT ÊTRE SACRIFIÉE SUR L'AUTEL DE LA RENTABILITÉ

SM/SB-250702
21 juillet 2025

● **Sébastien MARIANI**
Secrétaire Général

06 86 06 65 39

s.mariani@fgte.cfdt.fr

● **Stéphane BOURGEON**
Secrétaire Général adjoint

06 83 14 37 00

s.bourgeon@fgte.cfdt.fr

● page 2/2

Moderniser le pays, faire face au défi climatique, transformer notre économie, cela ne se fera pas sans les travailleurs. Cela ne se fera pas contre eux non plus.

Nous appelons le gouvernement à :

- Revenir sur la suppression des jours fériés, et notamment du 8 mai, en respect de notre histoire commune et des valeurs démocratiques partagées à l'échelle européenne ;
- Réorienter le plan «Ambition Transports» pour en faire un véritable levier de justice territoriale et écologique ;
- Ouvrir une réelle concertation sociale, avec les syndicats de salariés comme avec les représentants des secteurs concernés ;
- Mettre en œuvre une réforme fiscale juste, pour que les plus hauts revenus et les grandes entreprises contribuent à la hauteur de leurs moyens.

Construire une alternative pour demain

La FGTE-CFDT se mobilisera aux côtés de la CFDT dans le débat budgétaire 2026.

Non à la régression sociale, à la précarité organisée. Oui à un projet de société digne, ambitieux et solidaire. Oui à une politique des transports juste, cohérente et durable.